

1990, chapitre 95

**LOI CONCERNANT LA RÉGIE INTERMUNICIPALE
DE GESTION DES DÉCHETS SUR L'ÎLE
DE MONTRÉAL**

Projet de loi 257

présenté par M. Claude Dauphin, député de Marquette

Présenté le 7 juin 1990

Principe adopté le 22 juin 1990

Adopté le 22 juin 1990

Sanctionné le 22 juin 1990

Entrée en vigueur: le 22 juin 1990

Loi modifiée:

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1988, chapitre 93)





CHAPITRE 95

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal

[Sanctionnée le 22 juin 1990]

Préambule ATTENDU qu'il y a lieu d'accorder des pouvoirs additionnels à la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal et de modifier l'entente intermunicipale du 3 décembre 1984;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Interprétation **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, il faut entendre par:

«municipalité membre» **1° «municipalité membre» :** une municipalité partie à l'entente intermunicipale;

«déchet» **2° «déchet» :** un déchet solide au sens du Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r. 14), tel qu'il se lit à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi;

«entente inter-municipale» **3° «entente intermunicipale» :** l'entente intermunicipale datée du 3 décembre 1984, aux termes de laquelle le ministre des Affaires municipales a décrété la constitution de la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, y compris ses modifications;

«Régie» **4° «Régie» :** la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCHETS

Propriété
des
déchets

2. Les déchets enlevés par une municipalité membre ou pour son compte deviennent la propriété exclusive de la Régie dès que cette dernière les reçoit et les accepte.

Modalités
d'acceptation

3. La Régie peut, à l'égard d'une municipalité membre, déterminer parmi les déchets enlevés par une municipalité ou pour son compte ceux dont elle entend prendre livraison, prescrire des modalités d'enlèvement, de transport et de livraison à l'égard de ces derniers, définir les conditions et modalités d'acceptation de ceux-ci et désigner pour leur livraison toute installation.

Livraison

4. Une municipalité membre doit, sur demande de la Régie, livrer aux installations que désigne cette dernière les déchets déterminés par celle-ci en vertu de l'article 3 et se conformer aux modalités applicables.

Collecte
et élimina-
tion

5. Une municipalité membre ne peut accorder ou renouveler un contrat pour l'enlèvement de déchets déterminés en vertu de l'article 3 sans que les modes de collecte et d'élimination de ceux-ci ne soient approuvés par la Régie.

CHAPITRE II

POUVOIRS ET ADMINISTRATION DE LA RÉGIE

Pouvoirs

6. En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la Régie peut :

1° fixer, selon la méthode qu'elle juge à propos, le tarif des contributions, prix ou droits exigibles des municipalités membres ou d'autres personnes ou catégories de personnes à l'égard des services qu'elle rend ou de l'usage de ses installations;

2° avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales, acquérir la totalité des actions d'une compagnie constituée en vertu des lois du Québec dont l'activité principale relève des objets de la Régie et dont le conseil d'administration doit rester formé exclusivement de membres du conseil d'administration de la Régie;

3° avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Environnement, conclure avec la

compagnie visée au paragraphe 2° tout contrat relié à l'accomplissement de ses objets sans être tenue de demander des soumissions et ce, malgré les articles 573 et 573.1 de la Loi sur les cités et villes;

4° malgré les articles 468.37 à 468.39 de la Loi sur les cités et villes, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales, contracter des emprunts afin de pourvoir au paiement des honoraires et autres frais préliminaires liés à la réalisation de ses objets.

Entente
intermu-
nicipale,
art. 1,
remp.

7. L'article 1 de l'entente intermunicipale, telle qu'elle se lit à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, est remplacé par le suivant :

« Article 1

Objet de l'entente

1.1 Cette entente a pour objet de pourvoir à la conception, l'implantation, le financement, l'exploitation et le développement de tout ou partie d'un système de gestion de déchets desservant les municipalités qui y sont parties.

Le système de gestion de déchets faisant l'objet des présentes peut viser l'ensemble des déchets ou porter uniquement sur certains de ceux-ci. Ce système peut desservir, outre les municipalités parties à la présente entente, des municipalités qui ne sont pas liées à cette dernière de même que toute autre personne, selon que la Régie l'estime à propos et aux conditions qu'elle détermine.

1.2 Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « déchet » a le sens prévu au paragraphe 2° de l'article 1 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1990, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de la présente loi dans le recueil annuel des lois du Québec de 1990*) et l'expression « système de gestion de déchets » a le sens prévu au paragraphe 12° de l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), en faisant les adaptations nécessaires. »

Entente
intermu-
nicipale,
art. 7,
remp.

8. L'article 7 de cette entente est remplacé par le suivant :

« Article 7

Contribution financière

7.1 Les municipalités parties à la présente entente ont à leur charge toutes les dépenses de la Régie et elles contribuent financièrement à tout déficit de celle-ci de la manière prévue aux paragraphes 7.2 et 7.3, dans la mesure où il n'y est pas déjà pourvu par les revenus que la Régie peut tirer de son activité, y compris le tarif des contributions, prix ou droits qu'elle peut exiger de ces municipalités à l'égard de ses services.

7.2 La contribution financière exigible des municipalités parties à cette entente est fixée par la Régie. Cette contribution est répartie, pour 50 %, proportionnellement aux montants totaux des évaluations foncières imposables respectives des municipalités et, pour 50 %, proportionnellement à leur population totale respective.

7.3 Aux fins du paragraphe 7.2, l'évaluation imposable totale d'une municipalité est celle apparaissant au rôle d'évaluation de cette municipalité tel qu'en vigueur au moment où la contribution est établie. De même, la population totale d'une municipalité est celle indiquée au dernier dénombrement fait à l'égard de cette municipalité et reconnu valide par un décret du gouvernement publié dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément à la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9). ».

Entente
intermu-
nicipale,
art. 8,
mod.

9. Le premier alinéa de l'article 8 de cette entente est remplacé par le suivant :

« 8. La présente entente prend fin le 2 décembre 2015. ».

CHAPITRE III**DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES**

Accepta-
tion de
déchets

10. Sauf les cas prévus à l'article 114 du Règlement sur les déchets solides, la Régie peut accepter les déchets qui sont apportés à ses installations même s'ils ne sont pas générés sur son territoire.

Disposition
non appli-
cable

Le premier alinéa de l'article 115 du Règlement ne s'applique pas à la Régie.

Dispositions
applicables

11. Les articles 573 à 573.3 de la Loi sur les cités et villes s'appliquent aux fins de l'octroi des contrats par la compagnie dont la Régie devient propriétaire de la totalité des actions en vertu du paragraphe 2° de l'article 6, compte tenu des adaptations nécessaires.

Disposition
non appli-
cable

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à un contrat visé au paragraphe 3° de l'article 6. Il ne s'applique pas non plus à un contrat octroyé, avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Environnement, pour la construction ou l'exploitation d'un système de gestion et d'élimination des déchets.

Interdiction

La compagnie visée au premier alinéa ne peut, malgré ses statuts et malgré la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), acquérir ni posséder des actions émises par une autre compagnie.

Nullité

Toute convention conclue et tout contrat octroyé à l'encontre du présent article est nul de nullité absolue.

Interdiction

12. L'entente intermunicipale, telle que modifiée par la présente loi, est une entente visée à la sous-section 23 de la section XI (articles 468 à 469.1) de la Loi sur les cités et villes et peut être modifiée conformément à l'article 468.2 de cette loi.

1988, c. 93,
a. 1, mod.

13. L'article 1 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1988, chapitre 93) est modifié :

1° par le remplacement, à la deuxième ligne, des mots « dans la poursuite de ses buts » par des mots « aux fins de l'installation et de l'exploitation d'une usine de compostage » ;

2° par la suppression, à la troisième ligne, des mots « ou par expropriation ».

1988, c. 93,
a. 2, ab.

14. L'article 2 de cette loi, remplacé par l'article 2 du chapitre 101 des lois de 1989, est abrogé.

1988, c. 93,
a. 6, ab.

15. L'article 6 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 101 des lois de 1989, est abrogé.

Effet

16. Tous les actes accomplis avant le 22 juin 1990 en vertu d'une disposition législative ou contractuelle remplacée ou abrogée par la présente loi conservent leurs effets s'ils sont encore utiles. Le cas échéant, ils sont réputés avoir été accomplis en vertu de la disposition correspondante de la présente loi ou de l'entente intermunicipale modifiée par celle-ci.

Entrée en
vigueur

17. La présente loi entre en vigueur le 22 juin 1990.